nismes et de les utiliser autrement que pour l'établissement des statistiques.

TITRE III — Dispositions diverses

Art. 14. — Lorsque les infractions visées aux articles 3 et 12 ci-dessus sont commises par les administrateurs, gérants ou directeurs d'une personne morale, ou par l'un d'entre eux agissant au nom ou pour le compte de la personne morale, indépendamment des poursuites intentées contre ceux-ci, la personne morale elle-même pourra être poursuivie et frappée des peines pécuniaires prévues par la présente loi.

Art. 15. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures à la présente ordonnance, et notamment la loi n° 65-11 du 21 juillet 1965 relative à la réglementation des changes et toutes les dispositions de caractère réglementaire prises pour son application.

Art. 16. — Les dispositions de la présente ordonnance prendront effet le 1^{er} juillet 1967.

Les infractions à la réglementation des changes commises avant la date d'entrée en vigueur de la présente ordonnance demeurent régies par les règlements les ayant définies.

Art. 17. — La présente ordonnance sera exécutée comme loi de l'Etat et publiée au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 28 juin 1967.
Lt Colonel E. Eyadéma

ORDONNANCE N° 28 du 28-6-67 autorisant la République togolaise à adhérer à la convention de Paris du 20 mars 1883 — l'accord de Libreville du 13 septembre 1962.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu les ordonnances n°s 15 et 16 du 14 avril 1967 ;

Sur proposition du ministre du commerce, de l'industrie, du tourisme et du plan ;

Le conseil des ministres entendu,

ORDONNE :

Article premier — La République togolaise est autorisée à adhérer à :

— la convention de Paris du 20 mars 1883 révisée en dernier lieu à Lisbonne le 31 octobre 1958 relative à la protection de la propriété industrielle.

— l'accord de Libreville du 13 septembre 1962 relatif à la création de l'office africain et malgache de la propriété industrielle (O.A.M.P.I.).

Art. 2. — Pouvoir est donné au Président de la République de prendre toutes mesures propres à assurer l'adhésion du Togo à la convention de Paris du 20 mars 1883 et à l'accord de Libreville du 13 septembre 1962.

Art. 3. — Toutes dispositions contraires à celles des annexes et règlements de l'accord de Libreville du 13 septembre 1962 sont abrogées et notamment la loi du 28 décembre 1961 sur les marques de fabrique et son décret d'application du 16 avril 1962.

Art. 4 — Les droits existant sur le territoire national togolais à la date d'effet de l'adhésion et résultat de demandes de brevets ou de certificats d'addition, de marques ou modèles déposés depuis le 30 décembre 1958 sont maintenus en vigueur jusqu'au terme de leur durée légale.

Art 5. — A compter de la date d'effet de l'adhésion, les droits en cours de validité à cette date dans les Etats parties à l'accord de Libreville du 13 septembre 1962, et résultant de l'application des dispositions dudit accord et de ses annexes, et notamment des articles 59, 60, 61 et 62 de l'annexe 1, des articles 34, 35, 36, 37 et 38 de l'annexe II ou des articles 30, 31, 33 de l'annexe III produisent leurs effets sur le territoire de la République.

Art. 6. — Les dispositions relatives à la demande et à la délivrance des brevets et des certificats d'addition, à la fixation du montant des droits et taxes, délai d'acquiescement et à l'extension éventuelle aux Etats membres de l'OAMPI des droits existant dans la République togolaise feront l'objet de décrets ou arrêtés qui seront pris ultérieurement.

Art. 7. — La présente ordonnance sera exécutée comme loi de la République togolaise.

Lomé, le 28 juin 1967
Lt Colonel E. Eyadéma

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

DECRET N° 67-135 du 28-6-67 relatif à certaines opérations financières avec l'étranger.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 relative à la constitution du comité de réconciliation nationale ;

Vu l'ordonnance n° 2 du 14 janvier 1967 portant composition du comité de réconciliation nationale ;

Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 portant désignation du président de la République ;

Vu l'ordonnance n° 16 du 14 avril 1967 portant dissolution du comité de réconciliation nationale et formation du gouvernement ;

Vu l'ordonnance n° 27 du 28-6-67 relative aux relations financières avec l'étranger ;

Vu la loi n° 63-10 du 6 novembre 1963 autorisant la ratification du Traité de coopération conclu le 10 juillet 1963 entre le gouvernement de la République togolaise et le gouvernement de la République française et l'approbation des accords de coopération conclus à la même date entre le gouvernement de la République togolaise et le gouvernement de la République française,

Vu la loi n° 63-16 du 21 novembre 1963 autorisant l'adhésion de la République togolaise au Traité instituant une Union Monétaire Ouest Africaine et à l'accord de coopération entre la République française et les Etats membres de l'Union Monétaire, signés le 12 mai 1962 ;

Sur proposition du ministre des finances et de l'économie ;
Le conseil des ministres entendu,